



COMMUNIQUE DE PRESSE DE L'ASSOCIATION DES DROITS DE L'HOMME DE LA SORBONNE

31 MAI 2019

Mercredi 28 novembre 2018, nous avons organisé une conférence sur la persécution des membres de la communauté ouïghoure par les autorités chinoises
– à grande échelle, dans et hors de Chine.

A cette occasion, nous avons eu l'honneur de recevoir Madame Marie Holzman, sinologue et présidente de l'association Solidarité Chine, et Monsieur Marc Julienne, chercheur à la Fondation pour la Recherche Stratégique et doctorant à l'INALCO, poursuivant une thèse sur les stratégies chinoises de lutte contre le terrorisme.

Le 28 novembre dernier, nous constatons donc les **désastres et les atrocités humaines perpétrées par les autorités chinoises à l'égard de la minorité ethnique ouïghoure dans la province du Xinjiang** (province chinoise située à l'extrémité Nord-Ouest du pays).

La **venue du Président chinois Xi Jinping à Paris** (du 24 au 26 mars 2019) nous avait interpellé et la situation étant malheureusement toujours inchangée, nous souhaitons ici faire un point sur ce que nous avons appris des persécutions insoutenables auxquelles le peuple ouïghour fait face aujourd'hui en Chine. Emmanuel Macron aurait par ailleurs pu **profiter de la venue du géant chinois pour aborder la question des droits de la personne humaine en Chine, sujet extrêmement sensible** sachant que la politique menée par Xi Jinping n'a mené qu'à une dégradation du respect de ces derniers (censure, détention arbitraire ou encore répression contre des intellectuels chinois tels que Lia Xiaobo, prix Nobel de la paix, Ilham Tohti, universitaire ouïghour, ou Lu Guang, photojournaliste indépendant). Cependant, la question, pourtant fondamentale, ne fut que peu discutée entre les deux hommes... Sujet trop sensible ? Crainte d'une réaction chinoise hostile ?



Tout d'abord, un court rappel des faits :

Les ouïghour.e.s font partie d'une **minorité ethnique turcophone résidant ainsi dans la province du Xinjiang**. Aujourd'hui, cette minorité constitue 45% de la population actuelle de la région, le reste est notamment composé des Hans, faisant partie du groupe chinois majoritaire. En majorité **de confession musulmane**, les ouïghour.e.s font l'objet d'une large persécution, pourtant, les autorités mondiales semblent y être bien souvent indifférentes...

On compterait **aujourd'hui plus d'un million de femmes, d'hommes et d'enfants enfermés dans des camps de « rééducation » par les autorités chinoises**. Pourtant, l'état chinois dissimule tout cela et parle, dans une logique de propagande, de banals **« pensionnats » accueillant des individus ravis de travailler gratuitement...**

Le **comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination raciale révèle ainsi l'existence de « camps d'internement géants, placés sous le sceau du secret »** (1). Il s'agit en fait de véritables camps de « rééducation » visant à éloigner les ouïghour.e.s de leur foi musulmane, à les « éduquer » afin de s'assurer de leur loyauté sans faille auprès du pouvoir central chinois.

Le journal « Le Monde » (2) dénonce ainsi la création d'un « nouvel archipel du Goulag ». **Les conditions de vie des ouïghours** dans ces camps sont plus qu'**effrayantes**, des **cas de tortures sont évoqués**. Dans un **témoignage** (rare) recueilli par le quotidien Libération, Ormubel Eli, qui fut interné dans un de ces camps « décrit sa cellule où s'entassaient une quarantaine de détenus, tous musulmans, les deux caméras de surveillance, le sommeil à tour de rôle, l'unique douche mensuelle, les heures passées alignés en rangs, les punitions corporelles et les tentatives de suicide ». (3)



La persécution des ouïghour.e.s ne se manifeste pas uniquement ainsi. **Les autorités chinoises mènent également une politique abusive de censure à l'encontre de quiconque souhaiterait révéler ces pratiques inhumaines.** De ce fait, des intellectuels tels qu'Ilham Tohti furent emprisonnés à vie pour avoir tenté de mettre un terme aux politiques répressives chinoises à l'égard des ouïghours, et ce, pacifiquement. Le gouvernement chinois se rend donc **coupable de multiples atteintes aux droits la personne humaine** : droit à la liberté, interdiction de la torture, liberté d'opinion, liberté d'expression, dignité de l'être humain. La liste est longue et ne cesse de s'allonger...

Le gouvernement chinois ne semble pas s'en repentir, bien au contraire, il mène une politique au Xinjiang toujours plus effrayante, toujours plus inhumaine : **les ouïghour.e.s sont ainsi en permanence surveillé.e.s.** Les autorités chinoises mettent progressivement en place de lourds contrôles discriminants à l'encontre de ces derniers (caméras de reconnaissance faciale, contrôles systématiques d'identité, présence renforcée de militaires chinois...).

Concernant la venue de Xi Jinping à Paris :

La venue du Président chinois poursuivait avant tout des ambitions économiques dans l'optique de rallier la France à son projet pharaonique de « nouvelles routes de la soie ». Le partenariat entre la Chine et l'Europe fut donc l'objet principal des négociations entre les deux chefs d'état.

Face à la question d'un partenariat commercial renforcé entre l'état chinois et l'Union européenne, la question des droits de la personne humaine est mise à mal. Pourtant, la menace est réelle. Le **projet de route de la soie chinois** est ambitieux et place la région du Xinjiang au cœur de sa dynamique. En effet, la province chinoise est la seule à posséder de conséquentes ressources d'hydrocarbure (pour rappel : le charbon constitue 50% de l'énergie consommée par les chinois). Cependant, le discours relatif aux droits de la personne humaine fut banni entre les deux hommes malgré la présence de manifestations en faveur de la cause ouïghoure durant la visite officielle du dirigeant chinois à l'Elysée.



Ce processus violent de « rééducation » est d'autant plus condamnable que les membres de la minorité ouïghoure subissent une **répression collective** pour des crimes que seule une poignée d'entre eux ont réellement commis (des attentats revendiqués par l'ancien Etat Islamique ont, en effet, été perpétrés par des individus de la communauté ouïghoure). De ce fait, Xi Jinping entend mener une guerre idéologique dans l'optique de combattre le terrorisme et les conséquences d'un islam radicalisé. Or, derrière ce prétexte purement sécuritaire, se cache une réalité laissant planer la crainte d'un **phénomène génocidaire**. Nous nous retrouvons donc ici face à une dynamique de persécution 2.0, rendue possible par de nouvelles technologies permettant des contrôles toujours plus approfondis, toujours plus invasifs.

Le rythme de vie insoutenable auquel ces personnes humaines sont confrontées nous mène à nous questionner sur des **actions concrètes** qui pourraient être mises en place pour y remédier. **Il faut compter sur l'action des ONG, des associations, et sur la sollicitation citoyenne** qui doit persister auprès des États et des organisations internationales.

Aussi, il importe à l'Association des Droits de l'Homme de la Sorbonne, non seulement de dénoncer ces crimes de masse, mais également de témoigner ici de notre solidarité la plus sincère à l'égard de l'ensemble de la communauté ouïghoure et des personnes vivant en France mais toujours harcelées par les autorités chinoises.

POUR NOUS CONTACTER:

CONTACT.ADHSORBONNE@GMAIL.COM

WWW.ADHSORBONNE.COM

WWW.FACEBOOK.COM/ADHSORBONNE

WWW.INSTAGRAM.COM/ADHSORBONNE



Sources :

(1) Rapport complet à retrouver ici : <https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23452&LangID=F>

(2) Article à retrouver ici :
https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/11/14/en-chine-le-nouvel-archipel-du-goulag-des-ouigours_5383177_3232.html

(3) Article à retrouver ici :
https://www.liberation.fr/planete/2018/08/29/ouighours-les-camps-secrets-du-regime-chinois_1675335